

AIDE MEMOIRE SNICA FO

LES SERVICES PUBLICS

Le service public, érigé sur les valeurs républicaines, est considéré comme le vecteur de l'intérêt général. A l'origine notion simple, il nécessite l'existence d'un personne morale de droit public, un juge administratif, et une couverture par l'impôt et non par les prix.

La défense du service public et la crainte de sa remise en cause sont des thèmes récurrents du débat citoyen. Cette inquiétude surgit car ce concept est évolutif et se complexifie au gré de l'interpénétration public-privé. En effet, cette intrusion du secteur privé au sein du service public s'exacerbe dans le cadre de l'Union Européenne dont les critères sont essentiellement économiques. **Dans ce contexte, cette spécificité française apparaît incongrue aux tenants du néolibéralisme** car elle constitue une entrave à la libre entreprise, ainsi qu'à la « *concurrence libre et non faussée* ».



A contrario, le SNICA-FO estime que l'intervention publique est nécessaire dans tous les domaines relevant de l'intérêt général.

Plusieurs fonctions selon un régime juridique bien fixé

Selon les finalités poursuivies, **le service public remplit quatre fonctions principales.** On distingue les services publics à finalité d'ordre et de régulation (la défense nationale, la justice, la protection civile, les ordres professionnels...), ceux ayant pour but la protection sociale et sanitaire (Sécurité sociale, service public hospitalier...), ceux à vocation éducative et culturelle (enseignement, recherche, service public audiovisuel...) et ceux à caractère économique.

Le régime juridique du service public est organisé autour de **quatre grands principes** :

✚ Le premier est celui de la **continuité du service public**, qualifié de principe constitutionnel par le Conseil constitutionnel en 1979. Il repose sur la nécessité de **répondre aux besoins d'intérêt général sans interruption**. Cependant, selon les services, la notion de continuité n'a pas le même contenu (permanence totale pour les urgences hospitalières, horaires prévus pour d'autres). Toutefois, ce principe de continuité doit s'accommoder du principe, constitutionnel lui aussi, du **droit de grève**. La plupart des agents des services publics disposent de ce droit, à l'exception de certaines catégories pour lesquelles la grève est interdite (policiers, militaires...) ou limitée par un service minimum (navigation aérienne, transports ferroviaires, télévision et radio...).

✚ Le deuxième principe, celui de **l'égalité devant le service public**, lui aussi à valeur constitutionnelle, est l'application à ce domaine du principe général d'égalité de tous devant la loi, proclamé par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Il signifie que toute personne a un droit égal à l'accès au service, participe de manière égale aux charges financières résultant du service (égalité tarifaire sauf pour les services facultatifs, tels que les écoles de musique, par exemple), et enfin doit être traitée de la même façon que tout autre usager du service. Ainsi, le défaut de neutralité – principe qui est un prolongement du principe d'égalité – d'un agent du service public, par exemple une manifestation de racisme à l'encontre d'un usager, constitue une grave faute déontologique. Il convient de **distinguer la notion d'égalité de celle d'équité**. Le fonctionnaire n'exerce pas ses missions dans un souci d'équilibre équitable, il propose exactement le même service à tous les citoyens.

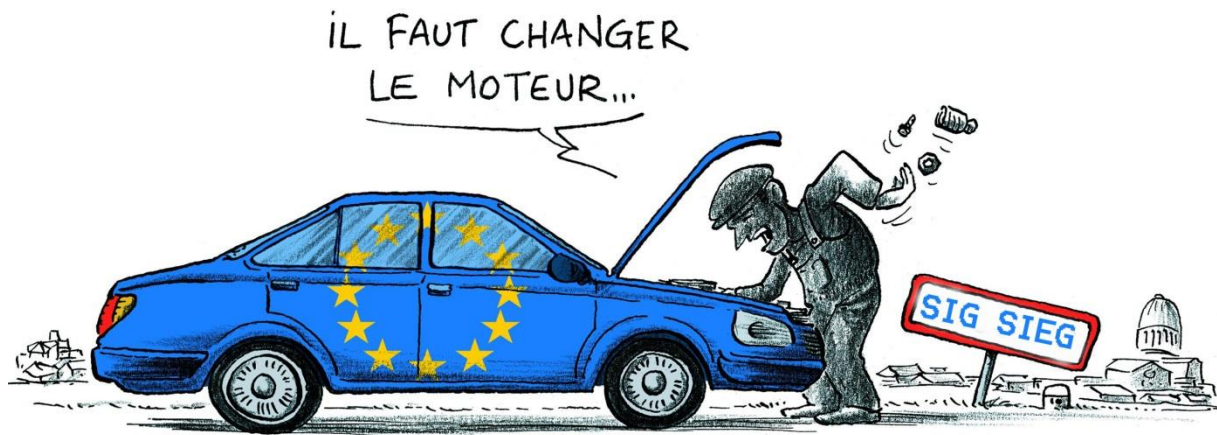
✚ Le troisième est la **neutralité**. Les fonctionnaires appliquent des règles (procédures) sans tenir compte d'aucun autre critère. Leurs statuts leur permettent en outre d'être **imperméable à toute pression extérieure** (politique, philosophique, religieuse, etc.). Ce principe d'indépendance du fonctionnaire est consacré par la séparation du grade et de l'emploi (le grade lui assure la continuité de l'emploi et un déroulement de carrière).

✚ Enfin, le quatrième principe de fonctionnement du service public est celui de **l'adaptabilité ou mutabilité**. Le service public ne doit pas demeurer immobile face aux évolutions de la société ; il **doit suivre les besoins des usagers, ainsi que les évolutions des connaissances et des techniques**.

À ces éléments s'est ajoutée la **place traditionnellement importante de l'État en France**. Depuis l'époque de Colbert (XVIIe siècle), la puissance publique a toujours considéré qu'elle avait **un rôle à jouer dans le développement économique du pays**. Le service public a souvent servi de fondement à cet effort de développement dans des domaines extrêmement variés : transports ferroviaires (Plan Freycinet à la fin du XIXe siècle), transports aéronautiques (Concorde), téléphone (appui donné à l'entreprise Cit-Alcatel durant les années 1970)...

Europe et remise en cause du SP « à la française »

Les traités européens accordent une place importante au **principe de concurrence**. Dans le vocabulaire européen, on ne parle pas de services publics mais de **services d'intérêt général (SIG)** et de **services d'intérêt économique général (SIEG)**.



Cependant, seuls les SIEG sont mentionnés dans les traités européens, sans toutefois être définis.

Dans la pratique, les SIG désignent les services marchands et non marchands que les États considèrent comme étant d'intérêt général et qu'ils soumettent à des obligations spécifiques de service public.

Les SIEG ont un sens plus restreint et désignent uniquement les services de nature économique soumis à ces obligations de service public (ex : transports, services postaux, énergie, communications). Ils constituent en quelque sorte un sous-ensemble des SIG. Seuls les SIEG sont soumis aux règles de la concurrence, à la seule condition que l'accomplissement de leur mission ne soit pas compromis.

Dans cette optique restrictive, plusieurs directives ont, ces dernières années, mis fin à la situation de monopole de certains services publics (exemple de la directive qui a entraîné le vote de la loi du 26 juillet 1996 consacrant la généralisation de la concurrence en matière de télécommunications ou encore de la directive du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur).



La Commission européenne a nourri le débat sur les services publics en publiant notamment un *Livre vert* (2003) et un *Livre blanc* (2004) sur les SIG. Elle y rappelait qu'ils constituent un élément essentiel du modèle de société européen permettant d'améliorer la qualité de vie de tous les citoyens et de lutter contre l'exclusion sociale.

Il faut évoquer également une communication de la Commission en date du 20 novembre 2007 relative aux services sociaux d'intérêt général.

Il résulte de ces différents textes que les services d'intérêt général sont des activités de service, marchands (par exemple, poste, énergie, télécommunications, transports, distribution de l'eau, ramassage des ordures, télévision) ou non (régime légal de sécurité sociale, activité hospitalière, éducation) considérées d'intérêt général par les autorités publiques et soumises comme telles à des obligations de service public.

Dans ces conditions, si le droit communautaire ne constitue pas nécessairement une menace pour le service public français, il entraîne en revanche, malheureusement, des réformes qui remettent en cause l'organisation du service public « à la française ».

[Documents associés : FLASH-ACTU juillet 2014 – Et l'ultra libéralisme « TISA » sa toile](#)

Septembre 2014